

L'EDITO

Béatrice Delvaux
ÉDITORIALISTE EN CHEF

LE PIÈGE SE REFERME SUR LE MR, ET LES AUTRES...

Bart De Wever avait promis qu'il ne ferait pas de communautaire jusqu'en 2019. Aujourd'hui, il tient et trahit sa parole : il ne fait pas de communautaire, tout en ne faisant plus que cela. Le lancement d'une réflexion large « sur les prochaines étapes de l'émancipation flamande » et du confédéralisme n'est rien d'autre qu'une OPA institutionnelle sur l'agenda, la marche et l'image du pays.

Attention ! Les revendications séparatistes/confédéralistes de la N-VA sont légitimes. Elles ont ici le mérite d'être explicites. On peut ne pas aimer l'idée, mais on ne peut pas contester le droit aux Flamands de disposer d'eux-mêmes. Les questions soulevées par l'annonce du président de la N-VA ne se posent d'ailleurs pas pour lui. Que du contraire, Bart De Wever fait un « strike ». Il calme ses militants de base avec ce « Je vous ai compris », mais tout en montrant aux autres que son parti peut gérer les affaires de l'Etat, de la compétitivité au terrorisme. En outre, en lançant son « G1000 du confédéralisme », il organise un référendum

qui ne dit pas son nom et qui lui permettra de venir à l'élection avec une plateforme soutenant une proposition « opérationnelle » de scission de la Belgique. Quelle aubaine : ces fameuses quatre années sans élections, dont tous vantaient les vertus pour redresser économiquement le pays, De Wever en fait quatre

années de campagne électorale, durant lesquelles il va labourer la Flandre des cafés, des unifs, des stades, des PME avec sa charrue confédéraliste.

Les (énormes) questions se posent aux autres. En premier lieu aux partenaires de la N-VA au fédéral. Comment le MR et

**Comment le MR
pourra-t-il éviter
d'endosser le costume
du cocu magnifique ?**

Charles Michel vont-ils réussir à passer les mois qui viennent sans endosser le costume des cocus magnifiques ? Comment le CD&V et l'Open VLD, qui ne veulent pas la fin de la Belgique, vont-ils pouvoir soutenir la politique fédérale tout en dénonçant les propositions confédérales agitées sous le nez de leurs électeurs ? Comment éviter de devenir les marionnettes d'un gouvernement qui sert de strapontin ou d'écran de fumée à une N-VA engagée

parallèlement dans une gigantesque campagne électorale ? Comment ce gouvernement peut-il tenir le coup jusqu'en 2019

en réformant la justice et la Sécu, en proposant un plan pour l'image de Bruxelles, alors que chaque mois, un expert/groupe de citoyens/congrès va sortir un plan pour scinder la justice, la Sécu et mettre Bruxelles sous tutelle ? Tenable pour un Premier ministre confronté, à chaque sortie, non aux mesures prises avec la « N-VA qui gouverne », mais aux propositions clamées par la « N-VA en campagne » ? Charles Michel va gérer l'avenir du pays, mais de quel pays ?, vont lui demander les journalistes étrangers. Ils ont aimé 2007 et 2010, ils vont adorer le 2016-2019 d'une Belgique placée par De Wever dans la foulée catalane, au cœur de l'Europe.

Et voilà le front des partis francophones atomisé avant même de livrer bataille. Comment peuvent-ils contrer la machine de guerre

confédéraliste à l'œuvre ? Qui peut imaginer le MR assis à table avec le PS pour élaborer la riposte ? Et comment le MR pourrait-il s'inscrire pendant 4 ans dans une stratégie « franco-phonie » schizophrénique, frontalement avec la N-VA ?

On dira à ceux qui pensent que ceci relève d'une vision hystérique de la N-VA, ou qui veulent (faire) croire que De Wever ne fait ici qu'habiller le déshabillage d'Hendrik Vuyse, qu'ils se leurrent. Tout leur problème est de ne pas leurrer l'ensemble des citoyens, qu'on ne peut amener à cette échéance non préparés.